

AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE

Consultation n° 6630 – Travaux de construction du bâtiment SPRS (Service de Protection Radiologique des Services (SPRS) sur la presqu'île de Crozon

ANNEXE 1 : NOTE DESCRIPTIVE DU MARCHE

1. Identification de l'acheteur

SID Atlantique
BCRM de Brest
CC16
Brest cedex 9

Mail : sid-atlantique-sd-ac-soutien-achat.contact.fct@intradef.gouv.fr

N° d'enregistrement (SIRET): 13000190200308

L'Acheteur n'agit pas pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs.

2. Présentation du marché

Le bâtiment SPRS sera destiné à un usage de bureau, de stockage, de laboratoire ainsi que la création d'un CTDS (centre de tri et de décontamination sommaire). Il se situera en zone bleue.
La surface du bâtiment avoisinera 2 600 m² utiles sur 2 niveaux (R+2).

Voir la pièce jointe n°2.

2.1 Caractéristiques principales

- ✓ Nature du marché : Marché de travaux
- ✓ Code CPV : 45000000-7
- ✓ Lieux d'exécution : Presqu'île de Crozon
- ✓ Marché non alloti

2.2 Durée du marché

La durée du marché est de 32 mois : 4 mois de période de préparation, 16 mois de travaux et 12 mois de maintenance.

2.3 Visite du site

La visite du site est obligatoire

2.4 Modalités essentielles de financement et de paiement

- ✓ Il sera fait application des dispositions des articles [R.2391-1](#) à [R.2391-28](#) du [code de la commande publique \(CCP\)](#) ;
- ✓ Le financement est assuré exclusivement par des ressources budgétaires de l'État ;
- ✓ Le marché ne s'inscrit pas dans un projet/programme financé par les fonds de l'Union européenne ;
- ✓ Il est prévu une avance ;
- ✓ Le paiement sera effectué par acomptes ;
- ✓ Le délai global de paiement des acomptes et du solde ne peut excéder trente (30) jours ;
- ✓ Forme des prix : mixtes (unitaires et forfaitaires) ;
- ✓ Modalité de variation des prix : révisables.

2.5 Cautionnement et garanties exigées

Il n'est pas prévu de retenue de garantie.

Le détail des garanties exigées figure dans le CCAP (Cahier des Clauses Administratives Particulières).

2.6 Conditions de participation

- ✓ **Situation propre** : Critères relatifs à la situation personnelle d'opérateurs économiques (susceptibles d'entraîner leur exclusion), y compris exigences relatives à leur inscription à un registre professionnel ou du commerce.

Renseignement et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies :

- Candidature sous forme simplifiée – document Unique de Marché Européen (DUME). En remplacement des formulaires DC1 et DC2, les candidats peuvent présenter leur candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) établi conformément au modèle fixé par le règlement d'exécution 2016/07 de la Commission européenne du 5 Janvier 2016 et disponible sur <http://dume.choruspro.gouv.fr>.

Candidature hors Dume : Les candidats fourniront impérativement les formulaires de déclaration suivants ou leurs équivalents : DC1 (lettre de candidature-habilitation du mandataire par ses cotraitants) et DC2 déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement).

Formulaires téléchargeables à partir du lien www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat ;

- Inscription à un registre professionnel ou du commerce : extrait Kbis de moins de 3 mois ;
- Document(s) attestant des pouvoirs des personnes habilitées à engager le candidat.

- ✓ **Capacité technique et professionnelle** : Critères relatifs à la capacité technique et/ou professionnelle d'opérateurs économiques (susceptibles d'entraîner leur exclusion).

Renseignement et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies :

- Références sur les 3 dernières années en rapport avec l'objet du marché c'est-à-dire sur des travaux de plafonds suspendus, de planchers techniques, de cloisons amovibles, de menuiseries intérieures et de quincaillerie ;
- Les certificats de qualifications professionnelles de moins de 4 ans suivants : QUALIBAT 2212 Béton armé et béton précontraint (technicité confirmée) QUALIFELEC RE/0012 Installations électriques MGTI QUALIFELEC RE/0016 Ventilation QUALIFELEC RE/0019 Courants faibles MGTI.

- ✓ **Autre** :

L'Acheteur dans ce cas précise que la preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de prestations attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.

L'Acheteur acceptera toutefois d'autres preuves de mesures équivalentes de la garantie de la qualité produite par les candidats, si ceux-ci n'ont pas accès à ces certificats ou n'ont aucune possibilité de les obtenir dans les délais fixés. Le candidat doit préciser s'il s'appuie sur un sous-traitant pour apporter la preuve de sa capacité.

Nota 1 : [La fiche d'autocontrôle en pièce jointe n°2](#) devra être complétée et retournée avec la candidature. Le candidat doit respecter la hiérarchisation des dossiers pour présenter sa candidature.

Nota 2 : [L'annexe Z en pièce jointe n°3](#) devra être complétée et signée.

Nota 3 : Le candidat indiquera s'il a pour projet de recourir à la sous-traitance et précisera, si c'est le cas, les prestations envisagées d'être sous-traitées.

2.7 Forme juridique

Conformément aux articles [R. 2342-12 à 14](#) et [R. 2351-7 du Décret 2018-1075 du 03.12.2018](#), les candidats doivent indiquer dans leur dossier de candidature s'ils se présentent en tant que candidat individuel ou en tant que groupement d'opérateurs économiques.

La forme du groupement n'est pas imposée. Toutefois, si le candidat souhaite se présenter sous la forme d'un groupement conjoint, le mandataire sera solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur pour l'exécution de la totalité du marché.

Conformément à l'[article R. 2342-13 du CCP](#), les candidats ont la possibilité de modifier la composition des groupements et d'en constituer de nouveaux entre la remise des candidatures et la remise des offres initiales ou, le cas échéant, lorsque les circonstances liées à la complexité des spécifications techniques le justifient, jusqu'au terme de la négociation.

2.8 Conditions d'attribution

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères ci-dessous :

CRITERES	PONDERATION
PRIX	60 %
VALEUR TECHNIQUE	35 %
VALEUR ENVIRONNEMENTALE	5%

Les éléments d'appréciation sont détaillés dans le Règlement de consultation.

3. Présentation de la procédure

3.1 Caractéristiques principales

- ✓ Type de procédure : Marché négocié avec mise en concurrence
- ✓ Code de la commande publique : Livre III (dispositions applicables aux marchés de Défense ou de sécurité)
- ✓ Cette consultation est un appel à candidature. Cette procédure est une procédure restreinte réalisée en 2 étapes :
 - 1 phase candidature
 - 1 phase offre

Lors de la phase candidature, les candidats ne doivent pas remettre d'offre. A l'issue de l'étape de candidature, seuls les candidats admis à soumissionner seront invités à remettre une offre. Celle-ci devra être déposée sur la Place avant la date qui sera indiquée dans la lettre de consultation.

3.2 Informations relatives à la négociation

L'Acheteur négocie avec les soumissionnaires les offres initiales et toutes les offres ultérieures, à l'exception des offres finales. Cependant, sous réserve d'offres de qualité suffisante, le pouvoir

adjudicateur se réserve le droit d'attribuer sur la base des offres initiales. Dans ce cas, ces dernières seront considérées comme offres finales. En cas de négociation, celle-ci se fera, si nécessaire, en plusieurs étapes.

3.4 Autres informations relatives à la procédure

- ✓ La procédure d'achat du présent avis est couverte par l'accord sur les marchés publics de l'OMC ;
- ✓ Le délai de validité des offres est de 180 jours à compter de la remise des plis ;
- ✓ Les candidatures et les offres seront entièrement rédigées ou traduites en langue française ainsi que tous les documents associés ;
- ✓ L'unité monétaire utilisée est l'euro.

4. Spécifications propres aux marchés de défense ou de sécurité

Conformément aux dispositions de [l'article 5.3.2.1 de l'arrêté du 09 août 2021](#) portant approbation de l'instruction générale interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale, le marché est qualifié de **contrat sensible**.

Après notification du marché et avant l'exécution de celui-ci, **un contrôle primaire des personnes physiques (CPPP) sera sollicité par l'autorité contractante**.

Dans le cadre des [articles R. 2342-7 et R. 2342-8 du Décret 2018-1075 du 03/12/2018](#), il est précisé que la présente procédure est réservée aux opérateurs économiques européens.

5. Voies et délais de recours

Cette consultation peut faire l'objet d'un référé avant la conclusion du contrat dans les conditions définies à [l'article L5511 du code de justice administrative](#). De plus, à l'issue de la notification du marché, un recours en plein contentieux pourra être exercé contre ce dernier dans les deux mois suivant la publication de l'avis d'attribution. Cette requête peut le cas échéant être accompagnée d'un référé suspension sur le fondement des dispositions de l'article L5211 du code de justice administrative.

Instance chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de Rennes
N° d'enregistrement (SIRET) : 17350005900014
Adresse : Hôtel Bizien – 3 contour de la Motte – CC 44416 – 35044 Rennes cedex
Téléphone : 02.99.63.56.84
Adresse électronique: greffe.ta-rennes@juradm.fr
URL : <http://www.ta-rennes.juradm.fr>

6. Communication

Cette consultation est dématérialisée.

Les documents composant le dossier de consultation des entreprises (DCE) doivent être téléchargés à l'adresse suivante : www.marches-publics.gouv.fr (à l'exception de ceux non diffusables via PLACE).

Les candidats peuvent via ce site poser des questions sur le DCE.

Les candidats devront répondre par voie électronique en déposant une offre dématérialisée (un certificat numérique (RGS* ou ** conditions de sécurité équivalentes) délivré par un organisme agréé est nécessaire pour ce mode de transmission). Les documents sont à transmettre dans un fichier zip via la Plateforme des Achats de L'Etat (PLACE).

L'attention des candidats est attirée sur le fait que la ou les adresses de messageries communiquées dans le formulaire DC1, feront foi pour la transmission de l'ensemble des documents dans le cadre de la présente procédure. Il appartient au candidat de relever son courrier électronique régulièrement. La responsabilité du pouvoir adjudicateur ne saurait être recherchée si le candidat a communiqué une adresse erronée ou s'il n'a pas consulté ses messages en temps utiles.

En cas de difficultés sur la PLACE, un service de support téléphonique est également mis à disposition des entreprises souhaitant soumissionner aux marchés publics.

7. Informations complémentaires

Conformément à l'article R. 2393-24 du Décret 2018-1075 du 03.12.2018, chaque sous-traitant devra être soumis à l'acceptation de l'Acheteur. Celui-ci se réserve le droit de rejeter la demande de sous-traitance dans les cas prévus aux articles R. 2393-21 et R. 2393-22 dudit Décret.

8. Présentation du projet

8.1 Généralités

Elle a pour objet la création d'un nouveau bâtiment pour le Service de Protection Radiologique du Site. Celui-ci, d'une surface utile d'environ 2 560 m², regroupera les fonctions de l'actuel SPRS dispersées dans plusieurs bâtiments sur la base, à savoir :

- Un espace tertiaire de bureaux ;
- Des espaces laboratoires ;
- Des espaces logistiques et techniques ;
- Un espace Centre de Tris et de Décontamination Sommaire(CTDS).

Le démantèlement d'un local pour cuves Très Faibles Activités (hors les équipements le constituant qui auront été déposés préalablement), et la réalisation d'un nouveau local avec de nouvelles cuves TFA font également partie de la présente opération.

8.2 Consistance des travaux

Les travaux de construction et d'aménagement comprendront :

- Un bâtiment SPRS sur deux niveaux (RdC et R+1) constitué des espaces fonctionnels suivants :
 - Un espace tertiaire de bureaux ;
 - Des espaces laboratoires ;
 - Des espaces logistiques et techniques ;
 - Un espace Centre de Tris et de Décontamination Sommaire(CTDS) indépendant ;
- Un local cuves TFA ;
- Une aire de stationnement pour 12 véhicules ;
- Les travaux de VRD extérieurs nécessaires au projet.

Les travaux de démolition concernent le local cuves TFA existant.

8.3 Parti architectural :

La parcelle allouée au projet est un terrain plutôt plat, de forme triangulaire, avec des orientations au nord, sud-est et sud-ouest. Aucune végétation significative n'y est présente.

Les fondations, infrastructures, élévations, et superstructures sont prévues en béton armé.

La couverture du bâtiment est constituée de toitures terrasses dont l'étanchéité sera assurée par un complexe d'étanchéité bitumineuse.

Une isolation thermique par l'extérieur sera réalisée de manière à limiter les ponts thermiques et ainsi répondre aux exigences de la réglementation environnementale RE 2020. Cette isolation sera protégée par un enduit hydraulique teinté dans la masse posée sur treillis d'armature.

Pour les locaux techniques zone SPRS (en partie), zone CTDS, et le local cuves TFA, une peinture de ravalement sera appliquée sur les voiles extérieurs.

8.4 Implantation des installations :

L'emplacement du nouveau bâtiment est à proximité des réseaux (AEP, EU, Electricité, EP, incendie, ...).

8.5 Terrassements-démolitions :

Le local cuves TFA existant sera démoli en préalable aux travaux de terrassement.

La construction sera alors édifiée sur des espaces verts vierges de toute construction. Les terrassements à réaliser dans le cadre de la présente opération concernent :

- La mise à niveau de la plate-forme sous l'emprise du bâtiment ;
- Les fondations du bâtiment ;
- Les fondations du local cuves TFA ;
- Le radier support du Groupe Electrogène ;
- La réalisation de la galerie technique;
- La réalisation du local cuves TFA ;
- Les travaux de Voirie et Réseaux Divers.